

## ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE

## Les fausses révoltes de Soltani

*Le Madjlis Echoura du Mouvement de la société pour la paix (MSP), qui s'est réuni, le week-end dernier, en session ordinaire à Boumerdès, ne s'est pas prononcé, comme annoncé itérativement par Aboudjerra Soltani, sur le devenir du parti au sein de l'Alliance présidentielle. Autrement compris, le parti va se maintenir dans la coalition à trois.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Fallait-il, donc, prendre au sérieux le Mouvement de la société pour la paix (MSP), prendre à la lettre son assertion lorsqu'il menace, sur un ton des plus résolu, de plier bagage et prendre congé de l'Alliance présidentielle ? Assurément pas, au vu de ce dont a finalement accouché le Madjlis Echoura, réuni en session ordinaire à Boumerdès.

L'actualité vient, en effet, de confirmer que le parti n'est qu'un adepte invétéré de la surenchère politicienne. La résolution finale du Madjlis Echoura, riche de 11 recommandations et publiée sur le site du parti, est tout ce qu'il y a de plat.

Aucune référence à la problématique centrale censée être débattue lors de ce conclave de l'instance délibérante du parti.

Sauf, dit en caractères sibyllins, une prophétie de ce que le devenir de

l'Alliance présidentielle dépend de la nature et de la réussite des réformes politiques en cours. Il n'est pas aisé d'en deviner le rapport.

Mais ce qui importe, c'est que le parti n'a pas décidé de se retirer de l'Alliance, contrairement aux nombreuses assertions de son président qui, à chaque fois qu'il lui est donné de s'exprimer publiquement, affiche le désir de faire retrouver son autonomie au parti. Pas étonnant, feront remarquer les plus avertis d'entre les observateurs de la scène politique nationale.

Ce genre d'attitudes pusillanimes est dans les mœurs du parti. Depuis la présidence de feu Mahfoudh Nahnah, à la différence, il faut le mentionner, que ce dernier savait manier la surenchère avec dextérité. Moins habile que son prédécesseur à la tête du parti, Aboudjerra Soltani apparaît rustre dans sa surenchère.



Le parti de Soltani n'est qu'un adepte invétéré de la surenchère politicienne.

La raison est qu'il appréhende très mal une vie partisane sans se greffer au pouvoir. D'autant qu'il fait face à une adversité coriace, entretenue par le groupe à Menasra autrement plus frondeur et moins frioleux lorsque les circonstances politiques exigent de hausser le ton.

D'ailleurs, Soltani n'a-t-il pas renoncé, la mort dans l'âme, au portefeuille ministériel, suite au forcing de ses adversaires ? Devant également contenter la base militante du parti, Soltani s'oblige à apparaître dans la peau d'un leader poli-

tique qui ne craint pas de taper sur la table, qui ose évoquer les dossiers cruciaux, à l'instar de l'épineux dossier de la corruption. Il fut un temps où il menaçait de rendre public un rapport sur la corruption. Mais de là à passer à l'action, c'est un pas que Soltani n'a pas osé franchir. Mais d'aucuns se sont dit que, peut-être, pour une fois, il fera preuve d'audace et ira jusqu'au bout de sa... menace.

La veille même du Madjlis Echoura, il reconnaissait devant la presse que le MSP faisait office de «coopérant tech-

nique» au sein de l'Alliance et dans sa proximité avec le pouvoir en général et qu'il était temps, a-t-il encore soutenu, de revenir aux fondamentaux de l'islamisme.

Ainsi dit, il apparaissait quasi-évident que le parti allait revoir ses fréquentations politiques, qu'il irait chercher des alliances ou des partenariats conformes à son obédience. Le Madjlis Echoura était le rendez-vous organique propice pour l'amorce d'une conversion annoncée. D'autant que, depuis des mois, le MSP avait

annoncé que la question de son maintien ou retrait de l'Alliance présidentielle sera décidée lors de cette session. Surtout après que le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, eut à faire des déclarations rapetissant le MSP à un rôle secondaire d'appoint. On pensait la messe dite et que, dès juillet, l'Alliance présidentielle souffrirait le retrait de son aile ouvertement islamiste et se muera conséquemment en simple binôme.

A l'évidence, le MSP a été incapable d'une telle audace. En tout cas, son Madjlis Echoura n'a rien décidé à ce propos. D'ailleurs, on ne sait même plus si la question a été véritablement à l'ordre du jour de la session tenue samedi à Boumerdès.

La lune de miel se prolonge donc entre le MSP et ses deux alliés, le FLN et le RND. Ce dernier, plus que le parti de Belkhadem, s'oppose à la contractualisation d'un partenariat politique réclamé en vain par le parti d'Aboudjerra Soltani.

Le MSP devra encore faire bon cœur contre mauvaise fortune. C'est sa vocation, visiblement.

S. A. I.

## KARIM TABBOU À TIZI-OUZOU : «Le pouvoir algérien a financé la guerre en Libye»

«Le pouvoir algérien essaie de bloquer le processus démocratique en cours dans la région du Maghreb», a déclaré samedi le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Karim Tabbou, lors d'un meeting tenu à la salle omnisports de la ville de Tizi-Gheniff, une commune située au sud de la wilaya de Tizi Ouzou.

Pour parvenir à ses fins, le pouvoir algérien, selon M. Tabbou, «a financé la guerre en Libye, maintient les frontières terrestres avec le Maroc toujours fermées et fait du chantage à la Tunisie».

Le conférencier estime ainsi que depuis la chute de Ben Ali, la question de la possibilité de rouvrir les frontières terrestres avec le Maroc a été évoquée par plusieurs responsables algériens juste pour «menacer la Tunisie d'isolement sur le plan régional, en guise de représailles contre le peuple tunisien qui veut accéder à la démocratie».

En faisant le parallèle entre la Libye et l'Algérie, M. Tabbou dira que chez nos voisins de l'Est, «il n'y a qu'un seul Gueddafi, qui représente la tribu des Guedadfa d'où il est originaire, tandis que chez nous, il y en a plusieurs, et chacun d'entre eux représente sa tribu».

Selon le numéro deux du FFS, face à «un régime qui mène une guerre contre les réformes», les Algériens, qui «ont plus de colère, mais moins de force», ne feront leur «révolution» qu'après le rétablissement de la confiance entre les politiques et le peuple. «Si l'on n'arrive pas à rétablir la confiance entre le citoyen et le politique, la crise persistera encore dans notre pays», estime M. Tabbou.

Kaci Moussa

## TIZI-OUZOU

# Début ce matin du procès de l'assassinat de Matoub Lounès

**Treize ans après le lâche assassinat du chanteur engagé et militant de la démocratie, Matoub Lounès, le procès de Malik Medjenoun et Abdelhakim Chenoui, accusés d'être les auteurs de l'attentat du 25 juin 1998 sur la route de Ath Douala (Tizi-Ouzou), s'ouvre, aujourd'hui, lundi, au tribunal criminel de Tizi-Ouzou.**

Incarcérés à la maison d'arrêt de Tizi-Ouzou depuis une douzaine d'années, Malik Medjenoun et Abdelhakim Chenoui comparaîtront, aujourd'hui, pour appartenance à groupes armés et complicité de meurtre.

L'arrêt de renvoi datant de 2008 fait état d'une liste d'une dizaine de terroristes comme étant mandatés par le GSPC et directement impliqués dans l'affaire de l'assassinat de Matoub Lounès. Selon toujours cet arrêt de renvoi, deux mis en cause, Chenoui, âgé de 33 ans au moment des faits, et Medjenoun, âgé de 24 ans à cette époque, aujourd'hui incarcérés et inculpés dans le cadre de cette affaire, comparaî-

tront au procès qui s'ouvre aujourd'hui au tribunal criminel de Tizi-Ouzou.

Par ailleurs, le rapport des enquêteurs fait état de six terroristes éliminés et de deux autres éliminés par les services de sécurité dans le cadre de la lutte antiterroriste. La chambre d'accusation, se basant sur les aveux de Ramdane Toukoudji, un terroriste qui s'est rendu aux services de sécurité, a privilégié la piste de l'assassinat terroriste, et ce, malgré les récusations des proches de la victime qui refusent cette thèse et rejettent toujours les résultats de l'enquête.

Pour rappel, tous les autres mis en cause, des terroristes en fuite, ont été



Matoub Lounès.

éliminés par les forces de sécurité. Le dernier en date, est Nacer Madhmoun, abattu en 2009 sur les hauteurs de Boukhalfa, à quelques kilomètres de la ville de Tizi-Ouzou.

Précisons, enfin, que le procès qui s'ouvre aujourd'hui

d'aujourd'hui a été initialement prévu pour le 9 juillet 2008. La justice, qui a demandé un complément d'enquête suite à une requête de la famille Matoub, a finalement décidé sa tenue à partir d'aujourd'hui.

K. Bougdal